



Vendredi 5 juillet 2019 - Troisième session (15h - 17h)

Atelier 57
Salle : 211

'Amal khayri : Politiques du « bien » et économies morales dans les mondes musulmans

Les protestations sociales et politiques récentes au Maghreb et au Moyen-Orient ont révélé l'ampleur des réseaux de bienfaisance et leur rôle dans l'assise du pouvoir ou des contre-pouvoirs. Si en Égypte, en Tunisie ou au Liban, les œuvres de bienfaisance ont fait le lit des Frères Musulmans (Vannetzel, 2016), d'Ennahdha (Sigillo, 2018) ou encore du Hezbollah (Harb, 2010) comme forces politiques de contestation, en Arabie Saoudite (Le Renard, 2008) et en Iran (Harris, 2017) les organismes étatiques de bienfaisance apparaissent au service d'une consolidation du pouvoir, voire d'une diplomatie humanitaire. En Syrie, ces réseaux ont nourri à la fois le capital social d'acteurs non inféodés au pouvoir et atténué l'impact de la dégradation des institutions sociales de l'État baathiste (Ruiz de Elvira, 2010).

Face à la pluralité de ces expériences, cet atelier entend interroger comment les acteurs, les politiques et les économies morales de la bienfaisance sont reconfigurés en temps de crise. En effet, les conjonctures de crise (politique, sociale, économique ou humanitaire), apparaissent comme des « états particuliers des systèmes sociaux d'interaction » (Dobry, 2009), révélateurs des mécanismes de redistribution et des dynamiques de mobilisation collective de long terme. Il s'agit ainsi d'explorer la redéfinition des vulnérabilités en temps de crise, et les pratiques du « bien » y afférant : comment sont (re)définis les groupes sociaux légitimes à recevoir les actes de bienfaisance ? En quoi le rapport de la société à ses exclus et nécessiteux s'en trouve-t-il transformé ?

Responsables : Leila Drif (EHESS, IRIS), Laura Ruiz de Elvira (IRD, CEPED), Aurore Saeidnia Sahar (IREMAM, IRIS)

Liste des intervenants : Layla Baamara, Antoine Pérouse de Montclos, Laura Ruiz de Elvira, Maaï Youssef

Layla Baamara (Université de Rouen, Dysolab)

« Faire le bien tout en générant de l'argent ». Entrepreneurat social et bienfaisance en Algérie

Dans cette communication, je propose de questionner les relations entre l'émergence de nouveaux acteurs promouvant l'entrepreneuriat social et les transformations des politiques du « bien » en Algérie. « Social business », « impact social », « innovation sociale », « économie sociale et solidaire » sont autant d'expressions que les acteurs se réclamant de l'entrepreneuriat social mobilisent pour se présenter et présenter leurs activités. Par le biais de leur entreprise ou de leur association, ils affirment « agir pour le bien de la société » ou « faire du bien » en apportant des solutions innovantes à des problématiques sociales locales. Leurs domaines d'activités vont de la formation professionnelle à l'inclusion numérique en passant par le développement du tourisme équitable ou la protection de l'environnement. Ils entendent ainsi répondre à des besoins sociaux et économiques insuffisamment pris en charge par l'État. Comment ces acteurs participent-ils à la prise en charge du social dans un contexte où persistent des logiques autoritaires de régulation politique et sociale ? À partir d'un terrain exploratoire réalisé dans plusieurs villes d'Algérie en novembre et décembre 2017, je montrerai en quoi l'émergence de l'entrepreneuriat social s'inscrit à la fois dans des dynamiques d'émancipation et de reproduction des rapports sociaux et politiques de domination.

Antoine Pérouse de Montclos (IRD, CEPED)

Des multiples usages politiques de la zakat dans le nord du Nigeria

Cette présentation analysera dans ses multiples facettes les usages politiques de la *zakat* dans le nord du Nigeria depuis la fin de la dictature militaire en 1999. Seront essentiellement évoqués 3 principaux processus qui semblent a priori antinomiques mais qui, en réalité, ont pu être complémentaires : les tentatives d'étatisation de la collecte de la *zakat* ; « l'ONGisation » de la charité musulmane et, dans le cas de Boko Haram, l'instrumentalisation à des fins insurrectionnelles des prescriptions religieuses en matière d'aumône.

Laura Ruiz de Elvira (IRD, CEPED)

Les pratiques du « bien » syriennes à l'épreuve du processus révolutionnaire et de la guerre

Si les pratiques du « bien » occupaient déjà une place importante au sein du tissu associatif syrien des années 2000, elles se sont fortement multipliées à partir de 2011 avec le processus révolutionnaire et la guerre qui s'en est suivie. Comment se sont-elles reconfigurées pendant la crise ? À partir d'un terrain mené auprès des acteurs sociaux syriens engagés depuis l'exil turc et libanais dans des réseaux d'aide, cette communication s'intéressera notamment à la manière dont ces acteurs définissent et justifient leurs pratiques du « bien » et tâchera de mettre en lumière les logiques de (de)politisation, institutionnalisation et professionnalisation à l'œuvre.

Maaï Youssef (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, CESSP, CEDEJ)

Reconversion des capitaux et pouvoir symbolique : révolutionnaires syriens et accompagnement social aux migrants dans l'Égypte post-2011

Dès 2011, la crise syrienne conduit à la migration forcée de milliers de Syriens en Égypte (Maaï Youssef, 2017). À partir d'une analyse des trajectoires de révolutionnaires syriens, cette communication rendra compte de l'évolution des logiques de l'accompagnement social et des actions de bienfaisance, en faveur des migrants syriens dans ce pays d'accueil. Avec le coup d'État militaire de juillet 2013, la place des Syriens dans l'espace social tend à être renégociée. Les évolutions des crises en Syrie et en Égypte, leur imbrication autour de la crise des gouvernances des migrations (Numéro Collectif, *Revue Mouvements* n°93 : 2018) participent de la transformation des processus d'identification, des logiques d'appartenance et d'autodéfinition de soi (Avanza et Laferté, 2005). Dans cette situation de *superposition* des conjonctures fluides (Dobry, 2009), la légitimité de ce nouveau groupe social à qualifier sa vulnérabilité et recevoir de l'aide fluctue. Les révolutionnaires syriens, qui tentent depuis leur arrivée de reconvertir leur engagement politique, doivent s'adapter pour continuer leurs actions auprès de leur « communauté » (Anderson, 1983). Observer la manière dont ils investissent les microstructures de la globalité (Sassen, 2009), les stratégies individuelles et collectives mises en place, éclaire sur la reconfiguration des économies morales de la bienfaisance.